



**SEANCE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE
1^{er} DECEMBRE 2022**

DECISION N° 2022-097-DB

Le premier décembre deux mille vingt-deux à 18 heures, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guilianni au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le 25 novembre deux mille vingt-deux.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE (de 094 à 096), Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA (de 094 à 099), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Isabelle ISABELLON, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 094 à 109), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Jean-Philippe RETIF, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Jacqueline TARDIVEL à Sylvie BEILLARD, Michel PATTE à Jérôme HARRAULT (de 097 à 118), Sophie TUBIANA à Grégory PIERRE (de 100 à 118)

Secrétaire de séance : Eric TOURON

	DB 094 à 096	DB 097 à 099	DB 100 à 109	DB 110 à 118
Effectif statutaire	52	52	52	52
Membres en exercice	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27
Présents	40	39	38	37
Absents - Excusés	12	13	14	15
Pouvoirs	1	2	3	3
Votants	41	41	41	40

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN PLACE DU "PASS EAU" ENTRE LA CASVL, LE CCAS DE LA VILLE DE SAUMUR ET LA SAUR

Garantir le droit à l'eau constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la Nation. Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour accéder à un minimum d'eau.

Le contrat de concession de Délégation de Service Public pour la gestion des services d'eau potable et d'assainissement collectif, qui a été signé avec la SAUR le 01 janvier 2021 pour une durée de 10 ans, prévoit une enveloppe de 100 k€ au titre d'un dispositif « PASS EAU » pour mettre en œuvre des actions de solidarité auprès des usagers des services en situation précaire.

Le fonds doit permettre de financer les actions suivantes :

- Financement d'un poste Eco-médiateur pour un montant maxi de **50 K€/an**, agent qui sera intégré dans les effectifs de la Communauté d'Agglomération (l'agent est en poste depuis le 03 octobre 2022). Il travaillera équitablement à 50 % sur le territoire de Saumur (en lien avec le CCAS) et à 50 % sur le territoire de la CASVL couvert par le contrat de DSP.
- Mise en place d'un fond de solidarité de **30 K€/an** en PASS'EAU pour aider financièrement les familles les plus démunies en apportant une réduction des factures d'eau.
- Financement d'équipements d'économie d'eau, d'actions de sensibilisation à la baisse de la consommation auprès des familles en difficulté, et d'actions de sensibilisation auprès des élèves des écoles primaires de l'agglomération – secteur DSP - pour un montant de **20 K€/an**.

L'éco-médiateur sera localisé dans les locaux du CCAS de la ville de Saumur. Le CCAS de la ville de Saumur refacturera annuellement à l'Agglomération les coûts de location du bureau ainsi que les divers coûts « matériels » permettant à l'éco-médiateur d'assurer ses missions sur tout le territoire DSP (utilisation véhicule de service, etc.). Le CCAS de la Ville de Saumur transmettra un état détaillé des dépenses correspondantes en fin d'année.

Cet agent sera rattaché aux effectifs de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et sera sous la responsabilité hiérarchique directe du Directeur Général des Services Techniques de l'Agglomération.

Les coûts RH et les frais annexes (frais structure de la CASVL, location du bureau auprès du CCAS, utilisation d'un véhicule mis à disposition par le CCAS, fournitures diverses, téléphonie, informatique, etc.) seront refacturés annuellement par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire auprès de la SAUR. En cas de solde positif, le montant est reporté l'année suivante. Un état détaillé des dépenses sera transmis à la SAUR en fin d'année.

Une convention de partenariat, précisant les modalités pratiques et financières pour la mise en place du "pass eau" doit être établie entre la CASVL, le CCAS de la Ville de Saumur et la SAUR.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la délibération n°2020-163 DC du Conseil communautaire du 01 octobre 2020 autorisant le Président à signer le contrat de concession avec la SAUR

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'ADOPTER** le projet de convention de partenariat pour la mise en place du "pass eau" entre la CASVL, le CCAS de la Ville de Saumur et la SAUR ;

D'AUTORISER le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte en découlant ;

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :
Pour : 41
Contre :
Abstention :

Date d'affichage :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saurmur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saurmur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »